



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT
de la HAUTE-SAVOIE

Arrondissement d'ANNECY

SEANCE DU 20 MARS 2013

COMMUNE

DU

GRAND-BORNAND

Le 20 mars 2013 à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune du GRAND-BORNAND, convoqué le 14 mars 2013 s'est réuni dans la salle consulaire de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Philippe ANGELLOZ-NICOUD, Maire.

Membres
en exercice

18

Présents : MM. Philippe ANGELLOZ-NICOUD, Marc PERRISSIN-FABERT, Gérard VULLIET, Patrice ANGELLOZ-NICOUD, Claude PERRILLAT-MONET, Olivier PERRISSIN-FABERT, Christian MULATIER-GACHET, Henri PERRISSIN-FABERT, Christian PERRILLAT-BOITEUX, Fabien BASTARD-ROSSET, François BASTARD-ROSSET, Philippe VULLIET, Olivier BEZAT, Olivier MISSILLIER.

Présents

14

Votants

15

Absente ayant donné procuration : Mme Edith MARTIN à M. François

BASTARD-ROSSET.

Absents : MM. Gérard PERRISSIN-FABERT, Ludovic LEGON, Philippe

MASSEZ.

M. Olivier BEZAT, désigné par le Conseil, prend place au bureau en qualité de secrétaire.

DEL035/2013 **OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION DU REGLEMENT LOCAL
DE PUBLICITE**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le règlement local de publicité (RLP) en vigueur sur les communes du Grand-Bornand, de Saint Jean de Sixt et de la Clusaz a été adopté par arrêté préfectoral du 30 décembre 1999.

Il précise qu'à ce jour, ce document n'offre plus une réponse appropriée aux enjeux de valorisation et de préservation du patrimoine architectural bornandin notamment compte tenu de l'évolution des matériaux utilisés, rendant ainsi difficile l'application et le respect du dit règlement dans l'instruction des autorisations d'urbanisme correspondantes.

Au vu de ces éléments, Monsieur le Maire conclue à la nécessité de procéder à la révision globale du règlement local de publicité (RLP).

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la Commune de réviser le RLP, en poursuivant les objectifs suivants :

- garantir la cohérence globale des enseignes, selon un respect et une identification aux caractéristiques du territoire dans lequel elles s'inscrivent,
- protéger, et de mettre en valeur le patrimoine architectural bornandin, notamment les chalets traditionnels,

.../...

- préserver les perspectives paysagères sur les espaces urbains, agraires, montagnards environnants, y compris dans les domaines skiables alpin et nordique, en luttant contre la prolifération des dispositifs publicitaires,
- garantir la cohérence des réglementations en matière de publicité avec les règles d'urbanisme en vigueur (cf. ci-dessous),
- adapter le Règlement à l'évolution des matériaux, du graphisme et de l'éclairage notamment des enseignes et pré-enseignes.

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal que la révision du POS en PLU engagée le 16 mai 2012 offre un cadre pertinent pour engager la révision du RLP. En effet, cela permettra :

- d'inscrire l'élaboration du RLP dans les réflexions globales du Plan Local d'Urbanisme en veillant à la cohérence et à la complémentarité des choix, des zonages et des règlements,
- de mettre en œuvre les dispositions de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II) dont l'article L. 581-14-1 prévoit que « Le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme ».

Ainsi, Monsieur le Maire confirme que la révision du RLP et celle du plan local d'urbanisme feront l'objet d'une procédure conjointe et d'une même enquête publique. Aussi, le document final sera annexé au futur PLU.

Après avoir entendu l'exposé du Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

A l'unanimité,

Décide :

1. de prescrire la révision du R.L.P. sur le territoire communal conformément aux articles L. 581-14 et L.581-14-1 du code de l'Environnement.
2. d'approuver les objectifs exposés dans l'énoncé précédent.
3. de charger la commission municipale actuellement en charge de la révision du Plan Local d'Urbanisme, de suivre l'étude du nouveau règlement, elle est composée comme suit :
 - Messieurs Philippe ANGELLOZ-NICOUD, Maire et Marc PERRISSIN-FABERT, 1^{er} Adjoint, en qualité de référents communaux,

.../...

- Messieurs le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, le Responsable du Service Urbanisme et Foncier,
- Le(s) chargé(s) de mission du Cabinet d'étude désigné pour l'élaboration du projet,
- Messieurs Gérard VULLIET, Olivier PERRISSIN-FABERT, Christian MULATIER-GACHET, Ludovic LEGON, Philippe VULLIET et Olivier MISSILLIER, en qualité de membre de la commission municipale du RLP,

A cette commission municipale pourront s'intégrer les acteurs économiques locaux suivants :

- Monsieur le Président (ou son représentant) de l'Union Commerciale du Grand-Bornand,
 - Monsieur le Président (ou son représentant) du Syndicat Agricole du Grand-Bornand,
 - deux artisans de la Commune du Grand-Bornand, représentant la profession artisanale,
 - Monsieur le Président (ou son représentant) de l'Office de tourisme du Grand-Bornand.
4. de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L. 123-6 à L. 123-10, R. 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques.

Les personnes et organismes suivants qui en auront fait la demande, conformément aux articles L 121-4, L 123-8 et R 123-16 du code de l'urbanisme, seront consultés au cours de la procédure d'élaboration du RLP :

- le Préfet de Haute Savoie, représentant de l'Etat,
- les Présidents du Conseil Régional Rhône Alpes et du Conseil Général de Haute-Savoie,
- le Président du syndicat en charge du suivi du SCOT en vigueur sur le territoire,
- le Président du syndicat mixte FAUCIGNY-GLIERES en charge de l'élaboration et du suivi du SCOT limitrophe,
- le Président de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes (C.C.V.T.),
- le Président de la SAEM « Les remontées mécaniques du Grand-Bornand »,
- le Président du Syndicat Intercommunal du Massif des Aravis (S.I.M.A.),
- les maires des Communes voisines (Saint-Jean-de-Sixt, La Clusaz, Entremont, Le Petit-Bornand, Mont-Saxonnex, Le Reposoir, Sallanches),
- le Président de la Communauté de Communes de Faucigny-Glières (limitrophe),
- les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, et de la Chambre d'Agriculture,
- le Président du Conseil d'Architecte d'Urbanisme et de l'Environnement de Haute Savoie (C.A.U.E).

.../...

5. de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L. 123-6 et L. 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- information par voie d'affichage (avis, délibérations, communiqués),
- informations sur les bulletins d'information municipale, en commun avec la révision du Plan Local d'Urbanisme,
- informations sur le site internet communal dès que celui-ci sera mis en ligne,
- information lors des deux réunions publiques de la révision du PLU et organisation d'une réunion publique spécifique pour la présentation du RLP,
- information sur le RLP dans les 3 lettres d'information consacrées à la révision du POS en PLU, affichée sur les panneaux municipaux, disponibles en mairie et sur le site internet communal dès que celui-ci sera mis en ligne. Elles seront également insérées dans les bulletins d'information municipale.
- un registre de concertation préalable, destiné à recueillir les observations du public durant toutes les phases d'élaboration du RLP, consultable en mairie au service de l'Urbanisme aux heures et jours habituels d'ouverture.

Les documents réalisées et validées par le groupe de travail seront mis à disposition du public au service urbanisme en mairie, au fur et à mesure de l'élaboration du document.

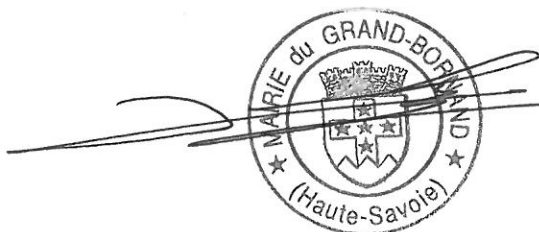
A l'issue de cette concertation, le maire en présentera le bilan devant le Conseil municipal qui en délibérera. Ce bilan sera simultanément tiré lors de la délibération qui arrêtera le projet de Plan Local d'Urbanisme, s'agissant d'une procédure conjointe.

6. de demander l'association des services de l'État conformément à l'article L 123-7 du code de l'urbanisme.
7. de donner tout pouvoir au maire pour choisir le bureau d'études chargé de la révision du RLP.
8. d'inscrire au budget de la commune les dépenses afférentes à l'élaboration du RLP.

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au Préfet de Haute-Savoie et notifiée aux personnes et organismes mentionnés à l'article 3 de la présente délibération.

Conformément à l'article R.123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal suivant diffusé dans le département : Le Dauphiné Libéré.

Le Maire
Philippe ANGELLOZ-NICOUD



Acte certifié exécutoire le	28.10.2013
Télétransmis en Préfecture le	28.10.2013
Notifié ou publié le	28.10.2013